

CHSCT ministériel du 13 décembre 2017

Madame la Présidente, Monsieur le Directeur,

FORCE OUVRIÈRE ne participera pas au CHSCT-M du 13 décembre 2017 qui restera pour nous et les agents des DIR : **la date !**

La date de fin des Assises de la mobilité à Paris et celle où le Ministre du MTES a annoncé la « vente à la découpe » d'un des grands services de l'État, les Directions Interdépartementales des Routes, autrement appelées les DIR.

Les gouvernements ne retiennent pas de l'histoire, ce qui se passe à la SNCF en ce moment confirme ce que nous avons toujours dénoncé, seul l'État est garant de l'égalité d'accès au service public ainsi qu'à un niveau et une continuité de service selon les besoins des usagers.

Ceux qui ont privatisé, externalisé, sont les premiers à nous expliquer que nous n'aurions pas dû dilapider nos compétences et nos forces industrielles et que maintenant il est bien tard pour faire marche arrière, que cela demande des ré-investissements coûteux et du temps pour tout remettre à niveau. Et oui le privé capitalise en premier lieu !

En effet, la mémoire des gouvernants toute affiliation politique confondue, est bien courte, il n'est pas si loin le temps où fut bradée la mise en concession des autoroutes françaises et bien que l'on reconnaisse que ce fut une opération financière minable, le gouvernement continue.

C'est toujours cette logique libérale qui prédomine en privatisant les missions lucratives et en faisant supporter la charge aux contribuables des missions déficitaires.

Ce n'était pas la peine de sortir les flonflons et trompettes à l'occasion de l'anniversaire des 10 ans d'activité des DIR...10 ans c'est un peu jeune pour mourir !

Où, peut être était-ce l'enterrement que nous fêtons, alors... on nous aurait menti ?

En tout cas, le gouvernement n'a pas honte, car au prétexte de rentrer dans les critères fallacieux de gestion de la commission Européenne concernant le déficit public, l'État va encore ponctionner les usagers et les contribuables.

Comment, en vendant à la découpe les DIR :

- ✘ Un petit bout pour les métropoles, mais qui paye ?
*Eh bien **Nous les contribuables,***
- ✘ Un petit bout aux régions ou aux départements, et qui paye ?
*Eh bien toujours **Nous les contribuables,***

- * Des petits ou grands bouts pour les concessionnaires routiers privés, on oublie pas les amis hein, mais qui paye au péage ?
Nous les contribuables (plan de relance) et usagers,
- * Et ce qui reste du service on en fait un Établissement Public à caractère Industriel et Commercial (EPIC) et *c'est toujours* **Nous qui payons !**

Mais dans sa grande mansuétude le gouvernement va autoriser la mise en place de péages urbains et devinez qui va payer au péage, *eh bien encore* **Nous !**

L'État législateur n'assume plus ses tâches régaliennes et délègue les compétences ; Responsable mais pas coupable !

Ne dirait-on pas un jeu de bonneteau, les réformes de l'État se cachent, mais sous quel gobelet ?

Et ce n'est jamais le bon, une réforme est masquée par une autre et on continue les tours de passe passe.

Pour FORCE OUVRIÈRE dire que nous sommes déçus, le mot est faible ; désappointés, désenchantés c'est encore trop peu et nullement représentatif de l'état d'esprit des agents de ce service.

Par contre, **floués, bernés, dupés** seraient plus à même pour exprimer leur ressenti.

C'est toujours dur, ça fait toujours mal de voir qu'on a été trahi et surtout pourquoi on a été trahi ?

Pour de vils considération budgétaires et l'application d'une politique ultra libérale qui croit au pouvoir de l'argent au détriment de l'humain.

Madame la Présidente vous pouvez ranger vos audits sur le bien être au travail, et votre gestion des RPS au lieu de les gérer évitez donc d'en créer.

Les gouvernants n'ont eu de cesse de démanteler tous les services publics, à coup de décentralisation, de RGPP et autre loi Notre ; des agents se sont perdus dans ces opérations, ils y ont perdus leur savoir faire, leur technicité, leur conscience professionnelle et parfois leur âme car derrière ces agents il y a des femmes, des enfants et des familles qui souffrent.

Alors FORCE OUVRIÈRE ne siègera pas dans ce CHSCT-M qui n'est plus que l'ombre de ce qu'il devrait être où l'administration fait semblant d'écouter les Organisations Syndicales et n'a plus aucun pouvoir décisionnaire vis à vis de ces personnels et où, même le Ministre s'est fait une spécialité d'avaler les couleuvres que le monarque jupitérien sort de son sac.

Lamentable !

Voilà FORCE OUVRIÈRE a trouvé les adjectifs pour terminer ce propos, **c'est lamentable, méprisant et c'est une insulte aux valeurs républicaines.**

Merci.